



Labellisation ministère
de la justice 2024-2027

**Direction interrégionale
de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Ouest**

Cahier des clauses administratives particulières

**MARCHÉ PUBLIC DE LOCATION DE SALLE DANS LE CADRE D'UN SALON
GASTRONOMIQUE PASSÉ SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES**

La procédure est passée en application de l'article L2124-2 du Code de la commande publique et R 2161-2 à R 2161-5.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Ouest

6, places des Colombes - CS 20804

35108 RENNES Cedex 3

**Organisation d'un salon gastronomique et concours
culinaire de la protection judiciaire de la jeunesse
« Le Parcours du goût »**

Réf. : DIR-GO/2025-2026-RC-Parcours du goût-

PREAMBULE

La DPJJ organise depuis 1999 une manifestation annuelle appelée « Les Parcours du goût » qui voient s'affronter sur le terrain de la gastronomie des équipes constituées de jeunes et de professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) qui viennent de toute la France.

La manifestation se déroule chaque année dans une nouvelle ville avec un nouveau thème. Ouverte au grand public, elle réunit le temps d'un week-end une trentaine d'équipes soit environ 450 jeunes, encadrants, bénévoles et accueille plus de 1 500 visiteurs.

Dans le cadre du salon culinaire, les jeunes participants aménagent et animent pendant les deux jours de l'événement un stand aux couleurs de leur région sur lequel ils proposent au public de déguster des spécialités locales.

Pour le concours de cuisine, ils doivent, après plusieurs mois de préparation, présenter une recette élaborée sur un thème imposé (le voyage des sens, la table du bord de la Loire, la fête foraine...).

Deux jurys, composés de personnalités provenant entre autres du monde de la restauration, de la presse culinaire ou de la justice, ont pour mission de désigner le meilleur stand et la meilleure recette.

L'action éducative de la PJJ vise à donner à chaque jeune suivi la possibilité d'intégrer durablement un dispositif d'insertion sociale, scolaire ou professionnelle, quel que soit son parcours ou ses difficultés.

Les Parcours du goût, c'est aussi une opportunité de faire connaître au public les missions de la PJJ et de mettre en avant le potentiel des jeunes pris en charge. « C'est la première fois qu'on me dit que je fais quelque chose de bien », confiait un jeune participant lors d'une précédente édition.

En effet, ces moments chaleureux et de partage autour de la gastronomie contribuent à faire évoluer le regard porté par la société sur ces jeunes. En parallèle, cela affecte la manière dont eux-mêmes se perçoivent, ce qui leur permet de se prouver qu'ils sont capables et de prendre confiance en eux.

En 2026, la manifestation aura lieu dans une commune du périmètre de la direction territoriale de 2 départements (22 et 35). A cette fin, la DPJJ recherche un prestataire répondant aux exigences développées ci-après.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la location des infrastructures avec ses prestations annexes d'installation, d'aménagement, de nettoyage, de sécurité et de gardiennage nécessaires à la tenue de la manifestation nationale « Les Parcours du goût », organisée par la DIRPJJ Grand-Ouest à une date restant à définir (période fin novembre-début décembre 2026). .

Le présent marché porte sur des prestations de services Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 70130000-1 services de location de biens immobiliers propres / Groupe de marchandises : 45.05.08 Prestation agence immobilière y compris réservation logement salle. CCAG applicable : CCAG-FCS (non fourni). Les dérogations au CCAG sont stipulées dans les documents de marché fourni au candidat, par dérogation à celui-ci, elles ne font pas l'objet d'un récapitulatif en fin de CCAP.

ARTICLE 2 : PROCÉDURE

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres en application de l'article L2124-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 : DUREE

Le marché débutera à compter de la date de notification du marché et jusqu'à complète réalisation de la prestation (jusqu'au démontage et nettoyage du site).

ARTICLE 4 : DUREE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT

L'acheteur a décidé de ne pas allotir le présent marché car la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 : PRESTATIONS ATTENDUES

- 1 – Location de salle équipée et aménagée
- 2 – Sécurité et gardiennage
- 3 – Nettoyage

Le détail des prestations attendues est précisé au CCTP

ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur du marché subséquent et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. Pour cela, il fournit avant ou pendant les prestations le [formulaire DC4](#) disponible sur le site de la DAE.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles. La probité des sous-traitants devra être vérifiée par le titulaire du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur peut, s'il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l'acte spécial de sous-traitance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2193-9 du Code de la commande publique, lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, le pouvoir adjudicateur met en œuvre les dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du même code.

Les variantes ne sont pas acceptées

ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONTRACTUELS REMIS AU SOUSMISSIONNAIRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement : ATTRI 1
2. L'annexe financière sous la forme d'un bordereau de prix unitaire (BPU)
3. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
5. Le mémoire technique et ses annexes : plan d'implantation des bâtiments + calendrier d'exécution
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
7. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021)

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les **bons de commande** émis par la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest.

➤ Emission des commandes

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commande sont émis par la Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest (DIRPJJ GO), au fur et à mesure des besoins.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par courriel. La date de réception (AR) du courriel fait courir les délais de livraison.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public.

La Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest (DIRPJJ GO) confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

➤ **Modification d'un bon de commande**

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

➤ **Annulation d'un bon de commande**

La Direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse du Grand Ouest (DIRPJJ GO) peut à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 9 : DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire s'engage dans une démarche écoresponsable et précisera dans le mémoire technique les mesures mises en œuvre à cette fin. Dans ce cadre, il tiendra compte de:

- Des économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation. De façon générale, le candidat décrit les démarches mises en place pour prévenir et lutter contre le gaspillage alimentaire. Le salon pouvant générer un volume conséquent de déchets alimentaires, à l'issue des prestations, le titulaire s'engage à développer une politique de don des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives. Les produits concernés sont les produits n'ayant pas subi une rupture de chaîne de froid. Le titulaire met en place un reporting pour l'acheteur, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaires. ».
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air
- La réduction des impacts sur la biodiversité (ex : utilisation de produits écolabellisés), l'entretien est assuré avec des produits de nettoyage éco labellisés type écolabel européen, NF Environnement ou équivalent., le titulaire en garantit la traçabilité
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire a l'obligation de favoriser l'achat de matières recyclées ou matières issues de filières d'achats durables (ex : mobilier).

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Sur le plan social, le candidat devra développer toutes les actions, en lien avec l'objet du marché, visant l'accompagnement vers l'emploi d'un public fragile ou défavorisé.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations prévues par l'article 6 du CCAGNT-FCS relative à la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Politique d'insertion dans l'emploi, politique d'accompagnement du handicap, dispositifs d'accompagnement social des salariés.

ARTICLE 10 : CONTENU DES PRIX

La réalisation de la prestation donnera lieu à une proposition de prix tels que précisés dans le bordereau de prix unitaires joint aux documents du marché.

Les prestations qui n'auraient pas été prévues initialement dans le BPU seront le cas échéant présentées sous la forme d'un devis.

Les prix tiennent compte de toutes les sujétions inhérentes à l'exécution du type de marché en question. Ainsi, les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

L'offre devra faire apparaître **impérativement pour chaque nature de prestation conformément au bordereau de prix unitaire à compléter joint aux documents du marché :**

- Le prix unitaire HT **par nature de prestation telle qu'indiquée au BPU**
- Le prix unitaire TTC **par nature de prestation telle qu'indiquée au BPU**
- Le taux de la TVA appliqué

En cas d'exonération de TVA, le montant HT sera égal au montant TTC

Le bordereau de prix unitaire sera annexé à l'acte d'engagement, et détaillé par prestation et sera daté et signé.

L'absence de cette annexe financière rendra caduque la soumission non présentée dans les formes demandées.

ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 11-1 : Facturation

Les demandes de paiement devront parvenir de manière dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- **Service exécutant : FAC0000035**
- **SIRET unique de l'Etat : 11000201100044**

Le soumissionnaire retenu s'engage à s'enquérir des modalités d'enregistrement des factures sur le portail chorus dédié. Seul ce moyen d'envoi des factures est possible.

Outre les mentions légales et réglementaires, les factures doivent porter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire du marché,
- Numéro de compte bancaire ou postal précisé dans l'acte d'engagement

- Référence du marché et du bon de commande (n° d'engagement juridique à 10 chiffres commençant par 13 figurant sur le bon de commande).
- Un numéro d'engagement juridique unique sera généré pour toutes les prestations
- Intitulé de la prestation
- Montant Hors TVA
- Taux et montant de la TVA (sauf si exonération de TVA)
- Taux et montant des diverses taxes
- Montant total TTC

Toutes les factures devront être accompagnées d'un RIB.

Article 11-2 : Cautionnement – retenue de garantie

Il n'y aura pas de dépôt de garantie. Néanmoins, une avance pourra être versée. Un taux d'avance pourra être versé jusqu'à 60% du montant prévisionnel de la prestation. Le versement d'une avance est possible sur les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT. La récupération de l'avance débutera à la première demande de paiement du titulaire.

Article 11-3 : Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique en vigueur auprès de **Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques Bretagne et département d'Ille-et-Vilaine - Cité administrative - Avenue Janvier - 35021 Rennes Cedex 9.**

En cas de défaut de paiement, les intérêts au taux légal en vigueur seront automatiquement calculés et versés.

Le délai de paiement est fixé à trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou la date de réception des prestations lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le délai de paiement expire à la date de règlement de la facture par le comptable assignataire.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire du marché, signifié la par la DIRPJJ Grand-Ouest par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 11-4 : Constatation du service fait (SF)

Pour la mise en paiement des factures présentées par le titulaire du marché, la constatation du service fait sera réalisée.

Article 11-5 : Pénalités

- Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement

redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

La formule de calcul des pénalités de retard est la suivante :

- Montant de la pénalité = valeur de base HT de la prestation ou de la part de la prestation concernée X nombre de jours de retard / 1 000 (CCAG-FCS).
- En outre, le CCAG-FCS prévoit que le titulaire est exonéré des pénalités dans le cas où leur montant ne dépasserait pas 1 000 euros
- Les pénalités ne devront pas excéder 10% du montant total des bons de commande émis

Des pénalités de 50 €uros sont dues pour tout manquement constaté par rapport au cahier des charges dont par exemple : retard dans l'installation des équipements, dans la mise en place du mobilier, retard dans la prise de poste du personnel de sécurité, gardiennage et maintenance...

- En cas de non-respect des autres clauses du marché (les autorisations administratives, la mise en place de la signalétique, la gestion des vestiaires, les prestations de nettoyage.
- Et en cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son offre (propositions techniques et financières, équipe dédiée, calendrier d'exécution...)
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel

ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVISION DU MARCHE

Une clause de révision du marché pourra s'appliquer sur l'ensemble des prix du BPU tous les 6 mois à compter de la notification de celui-ci par application de la formule suivante :

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 82.30 - Services d'organisation de salons professionnels et congrès - Base 2021 - Insee, code 010766611

La formule suivante sera appliquée :

$$P = P_o * (I / I_o)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix à réviser

I = Valeur du dernier indice provisoire ou définitif connu à la date de révision

I_o = Valeur du dernier indice connu à la date de remise des offres

ARTICLE 13 : EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 36 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), il pourra être pourvu par la DIRPJJ Grand-Ouest, à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit si la résiliation du marché est prononcée aux torts du titulaire. La DIRPJJ Grand-Ouest pourra, après mise en demeure restée infructueuse, procéder ou faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire notamment en cas de défaillance de ce dernier.

Le supplément éventuel des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à la charge du titulaire. Le surcoût, supporté par la DIRPJJ Grand-Ouest, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation de la prestation et le prix effectivement payé pour l'exécution de celle-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE RÉSILIATION

La DIRPJJ Grand-Ouest pourra résilier le marché pour faute du titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la DIRPJJ Grand-Ouest informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le titulaire a apporté sans approbation de la DIRPJJ Grand-Ouest des modifications sur un ou plusieurs éléments substantiels des prestations ou de la composition de son équipe référente.
- Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du marché.
- Le non-respect de la confidentialité des données collectées, ainsi que de toute information ou situation relative à la prise en charge éducative ou au fonctionnement du service évalué.

Le retrait de l'agrément et de la recevabilité opérationnelle favorable constitue un motif de résiliation immédiat du marché sans que l'attributaire puisse prétendre à une indemnité.

Ces cas n'ouvrent aucun droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 15 : AUTRES CAS DE RÉSILIATION

Le marché sera résilié de plein droit :

- En cas d'incapacité civile ou de liquidation de biens du titulaire, sauf si le représentant légal de la DIRPJJ Grand-Ouest accepte de poursuivre l'exécution du marché avec la personne autorisée par le tribunal de commerce à poursuivre l'activité de l'entreprise.
- En cas de règlement judiciaire, si le titulaire n'est pas autorisé à poursuivre l'activité de son entreprise.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Le titulaire est tenu, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, de faire assurer à ses frais l'ensemble des moyens qui sont la propriété de la personne publique.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci quel est le titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la personne publique et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, la personne publique peut contracter à sa place, cinq jours après une mise en demeure restée sans effet, la ou les polices d'assurance nécessaires. Le montant des primes d'assurances est alors retenu sur les sommes dues au titulaire au titre du marché.

ARTICLE 17 - PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec son renouvellement pour la période 2024-2027.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables.
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées.
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>
